



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction d'infrastructure  
de la défense de Nouméa**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

**Passé selon une procédure adaptée conformément à l'article L2123-1 du code de la  
commande publique**

**Maîtrise d'ouvrage**

**ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES**

**Représentant du pouvoir adjudicateur**

désigné par arrêté du 22 juin 2007 modifié

Le directeur d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID-NMA)

**Conduite d'opération**

Direction d'Infrastructure de la Défense de Nouméa

Division Projets

Section Conduite d'Opérations

**OBJET DE LA CONSULTATION**

**Nouméa**

**Pointe Artillerie**

**Aménagement des voiries**

**NUMÉRO DE PROJET**

**Projet 24033**

# S O M M A I R E

<b>1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>5</b>
1.1 OBJET DU MARCHÉ .....	5
1.2 DECOMPOSITION DU MARCHÉ .....	5
1.2.1 Lot.....	5
1.2.2 Tranches (article R2113-4 du code de la commande publique).....	5
1.2.3 Sections techniques .....	5
1.3 REPRESENTANTS DES PARTIES CONTRACTANTES .....	5
1.3.1.1 Titulaire du marché .....	5
1.3.1.2 Communication et information de l'acheteur .....	5
1.4 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS AU MOMENT DE L'OFFRE OU EN COURS DE MARCHÉ .....	6
1.4.1 Sous-traitance de rang 1 .....	6
1.4.2 Sous-traitance de second rang .....	6
1.4.3 Modifications concernant les sous-traitants .....	7
1.5 TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE – MESURES DE SECURITE.....	7
1.5.1 Conservation des documents remis par le maître d'ouvrage .....	7
1.5.2 Contrôle nominatif.....	7
1.5.3 Contrôle des accès .....	7
1.5.4 Contrôle des véhicules .....	8
1.6 INTERVENANTS.....	8
1.6.1 Maîtrise d'ouvrage .....	8
1.6.2 Maîtrise d'œuvre .....	8
1.6.3 Contrôle technique (CT) dans le cadre de la loi du 4 janvier 1978.....	8
1.6.4 Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI) .....	8
1.6.5 Mission Sécurité et Protection de la Santé (SPS) .....	8
1.6.6 Plan général des mesures de prévention (CPRP) .....	8
1.6.7 Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC).....	8
1.7 CONDITION PARTICULIERE D'EXECUTION.....	9
1.7.1 Clauses sociales .....	9
1.7.2 Clauses environnementales .....	9
1.8 LANGUE (ARTICLE R2143-16 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE) .....	9
<b>2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>9</b>
2.1 PIECES PARTICULIERES .....	9
2.2 PIECES GENERALES.....	10
2.3 PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE – CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES .....	10
<b>3. MODALITES DE REGLEMENT – VARIATION DES PRIX .....</b>	<b>10</b>
3.1 MODALITES DE REGLEMENT.....	10
3.1.1 Règles générales.....	10
3.1.2 Etablissement des états acompte.....	11
3.1.3 Demandes de paiement final.....	12
3.1.4 Décompte général – solde .....	12
3.1.5 En cas de résiliation du marché .....	12
3.2 MODALITES DE PAIEMENT DIRECT PAR VIREMENT.....	13
3.2.1 Paiement des cotraitants.....	13
3.2.2 Paiement direct des sous-traitants.....	13
3.3 APPROVISIONNEMENT .....	13
3.4 TYPE DE PRIX .....	13
3.5 VARIATIONS DE PRIX.....	13
3.5.1 Type de variation des prix.....	13
3.5.2 Mois d'établissement des prix .....	13
3.5.3 Choix des index de référence .....	13
3.5.4 Modalités de variation des prix .....	14
<b>4. AVANCE.....</b>	<b>14</b>
<b>5. RETENUE DE GARANTIE .....</b>	<b>14</b>
<b>6. PERTES ET AVARIES .....</b>	<b>15</b>

<b>7. DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES .....</b>	<b>15</b>
7.1 DELAI (S) D'EXECUTION DES TRAVAUX .....	15
7.2 PROLONGATION DE(S) DELAI(S) D'EXECUTION .....	15
7.3 PENALITES – PRIME D'AVANCE .....	16
7.3.1 <i>Pénalités</i> .....	16
7.3.1.1 Retard dans la période de préparation .....	16
En cas de retard dans la période de préparation, le titulaire s'expose à une pénalité journalière de <b>10 000 XPF</b> .....	16
7.3.1.2 Retard dans l'exécution des travaux .....	16
7.3.1.3 Pénalités relatives à l'exécution de la clause sociale d'insertion .....	16
7.3.1.4 Pénalités relatives à l'exécution de la clause environnementales .....	16
7.3.1.5 Retard dans la remise des projets de décompte .....	16
7.3.1.6 Retard dans la remise des documents à fournir avant, au cours et après exécution .....	16
7.3.1.6.1 Avant exécution des travaux .....	16
7.3.1.6.1 Pendant l'exécution des travaux .....	16
7.3.1.6.2 Après l'exécution des travaux .....	17
7.3.1.1 Réunions de chantier .....	17
7.3.1.2 Non repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	17
7.3.1.3 Défaut de balisage ou non-respect de la sécurité des lieux .....	17
7.3.1.4 Non-respect de la propreté du chantier .....	17
7.3.1.5 Pénalité sur le non-respect de la propreté de la voie publique .....	17
7.3.1.6 Pénalité pour sous-traitance non déclarée .....	17
7.3.1.7 Levée des réserves .....	17
7.3.2 <i>Prime d'avance</i> .....	17
7.4 AJOURNEMENT DE TRAVAUX – INTERRUPTION DE TRAVAUX .....	18
7.5 RESILIATION DU MARCHÉ .....	18
<b>8. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>18</b>
8.1 IMPLANTATION DES OUVRAGES .....	18
8.1.1 <i>Piquetage général</i> .....	18
8.1.2 <i>Piquetage spéciale des ouvrages souterrains ou enterrés</i> .....	18
8.1.3 <i>Ouvrage non repérés</i> .....	18
8.2 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	18
8.2.1 <i>Provenance des matériaux et produits</i> .....	18
8.2.2 <i>Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt</i> .....	19
8.2.3 <i>Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits</i> .....	19
8.2.3.1 Caractéristiques et qualités .....	19
8.2.3.2 Vérifications .....	19
8.2.3.3 Essais et Epreuves .....	19
<b>9. PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>19</b>
9.1 PERIODE DE PREPARATION .....	19
9.1.1 <i>Par les soins du maître d'œuvre</i> .....	19
9.1.2 <i>Par les soins du titulaire /des titulaires</i> .....	20
9.1.2.1 Documents soumis au visa du maître d'œuvre .....	20
9.1.2.2 Documents non soumis au visa du maître d'œuvre .....	20
9.1.2.3 Documents relatifs à l'hygiène et la sécurité .....	20
9.2 INSTALLATION, ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER .....	20
9.2.1 <i>L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître d'ouvrage :</i> 20	
9.2.2 <i>Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire</i> .....	21
9.3 MESURES DE SECURITE CONTRE L'INCENDIE .....	21
9.3.1 <i>Travaux par points chauds – permis de feu</i> .....	21
9.3.2 <i>Protection contre l'incendie</i> .....	21
9.4 MESURES A PRENDRE POUR LES TRAVAUX D'ELECTRICITE .....	21
9.5 MISE EN SECURITE DU CHANTIER EN CAS DE CYCLONE .....	21
9.6 TRAVAUX NON PREVUS .....	22
9.7 MODIFICATIONS CONTRACTUELLES – PRESTATIONS SIMILAIRES .....	22
9.8 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION DES TRAVAUX .....	22
<b>10. CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX .....</b>	<b>22</b>
10.1 ESSAIS POUR LA VERIFICATION DES RESULTATS .....	22
10.2 RECEPTION PARTIELLE .....	22

10.3	MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES.....	22
10.4	GARANTIES PARTICULIERES .....	22
10.5	GARANTIES GENERALES.....	23
10.5.1	<i>Garantie de parfait achèvement</i> .....	23
10.5.2	<i>Garantie décennale</i> .....	23
11.	<b>CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE MARCHE (CBEM) .....</b>	<b>23</b>
12.	<b>REGLEMENT DES LITIGES .....</b>	<b>23</b>
12.1.1	<i>Traitement des litiges</i> .....	23
12.1.2	<i>Mission ministérielle PME/PMI.....</i>	23
12.1.3	<i>Médiateur des entreprises - Comités consultatifs de règlement amiable des différends .....</i>	23
12.1.4	<i>Contentieux – Droit applicable</i> .....	24
13.	<b>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>24</b>

## 1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'aménagement des voiries du site Pointe de l'Artillerie (commune de Nouméa) par la réalisation d'un parking de huit (8) places, d'un trottoir sécurisant le déplacement des piétons et la réfection des surfaces de voiries les plus dégradées.

Toutes les prescriptions s'entendent toutes sujétions comprises.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le lieu d'exécution des travaux est le suivant : NOUMEA

### 1.2 Décomposition du marché

#### 1.2.1 Lot

Sans objet.

#### 1.2.2 Tranches (article R2113-4 du code de la commande publique)

Sans objet.

#### 1.2.3 Sections techniques

N° ST	Intitulé
DG	Dispositions générales
ST 01	Création d'un parking huit (8) places
ST 02	Création du cheminement piéton
ST 03	Réfection partielle des voiries existantes

### 1.3 Représentants des parties contractantes

#### 1.3.1.1 Titulaire du marché

Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG/TVX, le responsable physique du marché et son suppléant sont désignés à l'article 3.7 de l'Acte d'Engagement dès la remise de l'offre du candidat.

Il est l'interlocuteur privilégié du Maître d'Ouvrage pour tous les problèmes quotidiens afférents au contrat pour les besoins de l'exécution du présent marché.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG/TVX, le changement d'interlocuteur unique en cours d'exécution du contrat est soumis à l'accord écrit de l'acheteur préalablement à la passation de fonction.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

#### 1.3.1.2 Communication et information de l'acheteur

En complément de l'article 3.1 du CCAG/TVX, toute décision ou communication du Maître d'Ouvrage ou de son représentant, à l'exception des demandes d'intervention, sera transmise directement par le Maître d'Ouvrage ou son représentant via un ordre de service (OS). Cet OS pourra être notifié par courrier postal en recommandé avec avis de réception ou par courrier électronique avec accusé de réception (à prioriser).

**Notification transmise par courrier électronique** : la transmission du courrier électronique constitue un moyen permettant de donner une date certaine **à l'accusé de réception que doit retourner par courrier électronique le titulaire**. Le Maître d'Ouvrage ou son représentant et le titulaire devront confirmer les adresses électroniques vers lesquelles devront être adressés les courriers électroniques.

Par dérogation à l'article 2 du CCAG/TVX un ordre de service est un acte de conduite dont la signature est déléguée conformément à l'article 1.4 du CCAP.

Lorsque le titulaire ou mandataire estime que les prescriptions d'un OS qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de l'OS, sous peine de forclusion, ainsi qu'il est précisé à l'article 3.8.2 du CCAG/TVX.

## 1.4 **Désignation des sous-traitants au moment de l'offre ou en cours de marché**

Les modalités d'acceptation et d'agrément de sous-traitant sont prévues aux articles R2193-1 à R 2193-8 du code de la commande publique.

Toutefois, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de l'ensemble des travaux exécutés au titre du présent marché.

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG/TVX, le maître d'ouvrage notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché ou au mandataire du groupement d'opérateurs économiques.

### **Déclaration des sous-traitants**

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subclic.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 3.7 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant sera transmis ultérieurement.

Les informations *a minima* requises pour la déclaration d'un sous-traitant sont décrites ci-après. Ces informations peuvent être amenées à être complétées par d'autres éléments lors de la procédure de déclaration sous le progiciel SUBCLIC.

### 1.4.1 **Sous-traitance de rang 1**

- **La déclaration de sous-traitance DC4** (selon modèle joint au DCE). Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant) et le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché ;
- La déclaration individuelle de responsabilité au titre d'un contrat sensible (selon modèle joint au DCE) ;
- Un extrait Kbis ou équivalence ;
- Si le sous-traitant est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) ;
- Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile, responsabilité décennale ;
- Les attestations fiscales et sociales ;
- Un RIB ou RIP (**si le sous-traitant a droit au paiement direct – supérieur ou égal à 10% du marché**) ;
- Une caution bancaire (**si le sous-traitant n'a pas droit au paiement direct – inférieur à 10 % du marché**) ;
- Tout certificat de qualifications professionnelles ou moyen permettent de prouver la capacité de l'entreprise, notamment des certificats d'identité professionnelle ou référence attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser les travaux.

### 1.4.2 **Sous-traitance de second rang**

Pour chaque sous-traitant de rang 2 et suivant présenté, le sous-traitant de rang immédiatement précédant devra fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- **La déclaration de sous-traitance DC4** (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché ;
- La déclaration individuelle de responsabilité au titre d'un contrat sensible (selon modèle joint au règlement de la consultation) ;
- Un extrait Kbis ;
- Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile, responsabilité décennale ;
- Une caution bancaire **(le sous-traitant de second rang n'a pas droit au paiement direct)** ;
- Tout certificat de qualifications professionnelles ou moyen permettant de prouver la capacité de l'entreprise, notamment des certificats d'identité professionnelle ou référence attestant de la compétence de l'entreprises à réaliser les travaux.

### 1.4.3 Modifications concernant les sous-traitants

En cas de défaillance d'un sous-traitant, le titulaire est tenu d'aviser sans délai le maître d'ouvrage. En outre, il fait établir un constat contradictoire faisant ressortir, pour la part des prestations incombant au sous-traitant, celles que ce dernier a effectivement menées et celles qui restent à effectuer.

Ce constat est chiffré et doit être signé tant par le titulaire que par le sous-traitant. Un exemplaire est adressé au maître d'ouvrage dès son établissement.

## 1.5 Travaux intéressant la défense – Mesures de sécurité

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressant la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG/TVX.

### 1.5.1 Conservation des documents remis par le maître d'ouvrage

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, schémas ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du présent accord-cadre.

Pour des raisons de sécurité, le titulaire n'est pas autorisé à communiquer sur les travaux objet du présent marché. En particulier, l'utilisation d'éléments graphiques (photos, plans, etc...) pour présenter des références professionnelles est proscrite.

Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

### 1.5.2 Contrôle nominatif

Une liste nominative du personnel participant au chantier est établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste comporte pour chaque personne les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci le maître d'œuvre exige à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, est exclu du chantier.

Le titulaire certifie que tout le personnel qu'il emploie sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre de Nouvelle-Calédonie.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

Dans l'hypothèse où l'officier de sécurité refuse l'accès à un ou plusieurs salariés, le titulaire s'engage à proposer, sans délai, un ou d'autres salariés, sans pouvoir prétendre à une prolongation du délai d'exécution ou à une indemnisation.

### 1.5.3 Contrôle des accès

Tous les personnels doivent être munis d'un laissez-passer remis par le maître d'ouvrage durant la période de préparation, comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel peuvent être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer sont à restituer dès la fin des prestations.

Les contraintes d'accès sur le site et les horaires de travail sont les suivants :

Horaires :

- 7h00 – 17h00 du lundi au vendredi

#### 1.5.4 Contrôle des véhicules

Le titulaire fournira au responsable du site la liste des véhicules de la société titulaire amenés à accéder dans l'emprise militaire. Pour certains sites, des contraintes aux véhicules et aux règles particulières de circulation qui seront spécifiées pendant la période de préparation.

### 1.6 Intervenants

#### 1.6.1 Maîtrise d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage est l'Etat - Ministère des Armées - Direction d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID Nouméa), représentée par le Directeur d'infrastructure de la défense de Nouméa.

#### 1.6.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la Direction d'Infrastructure de la Défense de Nouméa.

Le maître d'œuvre, représenté par le chef de la Section Maîtrise d'Œuvre, est chargé d'une mission sur projet comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux, l'assistance au maître de l'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement et a délégation pour signer les ordres de service.

Les ordres de service sont adressés en un exemplaire au titulaire par le maître d'œuvre sous forme dématérialisée (mail) ou par simple lettre ; le titulaire renvoie immédiatement l'exemplaire original après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu. Une copie est adressée au représentant du maître d'ouvrage sous forme dématérialisée (courriel).

Si l'ordre de service appelle des réserves de la part du titulaire, celui-ci doit, sous peine de forclusion, adresser par écrit avec l'ordre de service correspondant, l'objet de la réserve au maître d'œuvre conformément à l'article 3.8.2 du CCAG Travaux.

Les études d'exécution ainsi que le dossier des ouvrages exécutés (DOE) sont à la charge du titulaire.

#### 1.6.3 Contrôle technique (CT) dans le cadre de la loi du 4 janvier 1978

Sans objet

#### 1.6.4 Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI)

Sans objet

#### 1.6.5 Mission Sécurité et Protection de la Santé (SPS)

Sans objet

#### 1.6.6 Plan général des mesures de prévention (CPRP)

Les dispositions de mesures de prévention seront définies par l'organisme utilisateur.

#### 1.6.7 Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC)

Sans objet.



## **1.7 Condition particulière d'exécution**

### **1.7.1 Clauses sociales**

Sans objet.

### **1.7.2 Clauses environnementales**

Sans objet.

## **1.8 Langue (Article R2143-16 du code de la commande publique)**

Tous les documents écrits remis par le titulaire au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

## **2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/travaux, les pièces contractuelles constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### **2.1 Pièces particulières**

- Acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
  - o le CCTP comprend les dispositions générales, et les dispositions particulières au corps d'état concerné ainsi que les plans
  - o Le CCTP et ses annexes est assorti des pièces suivantes, jointes à l'offre du titulaire :
    - D'un carnet de 5 plans ;
    - Diagnostic amiante ;
    - D'une G2 AVP de la zone du parking 8 places ;
    - Tableau de renseignements concernant les matériaux utilisés ;
    - Mémoire technique, notamment le SOPAQ établi par le titulaire ;
- Les prix contenus dans le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Le bordereau de prix unitaire ;
- Un détail quantitatif et estimatif
- Les actes spéciaux de sous-traitance

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son(ses) annexe(s), la pièce principale prévaut, à l'exception de l'annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

## 2.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3.2.2 du présent CCAP :

- Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux,
- Cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'économie et des finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire,
- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des armées.

Le titulaire doit travailler avec l'ensemble des textes réglementaires et des normes en vigueur régissant ses activités liées directement ou indirectement aux prestations définies dans le présent CCTP.

Il doit les avoir impérativement en sa possession.

## 2.3 Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/Travaux, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. **La copie certifiée conforme des pièces particulières** constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

## 3. MODALITES DE REGLEMENT – VARIATION DES PRIX

### 3.1 Modalités de règlement

#### 3.1.1 Règles générales

La réglementation de la comptabilité publique appliquée par la direction des finances publiques de Nouvelle-Calédonie (DFIP-NC), comptable assignataire des demandes de paiement présentées par la DID-NMA et validées par la direction du commissariat d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie (DICOM-NC), dispose qu'une créance, pour **être recevable**, doit répondre à deux critères essentiels, sous peine d'être rejetée au moment de la comptabilisation, sans possibilité de mise en paiement.

**>1<sup>er</sup> critère : la valeur probante** d'une créance, est validée par les deux seuls modes de transmission suivants :

- Format papier **original** (non modifié ou annoté) transmis par courrier ou remis *en main propre* ;
- Format **dématérialisé** déposé sur le portail internet « Chorus-Pro ».

Ces deux modes, exclusifs l'un de l'autre, écartent de fait tout autre mode de transmission (photocopie, scan, etc...). Ces dispositions impliquent de ne jamais adresser une même créance sous deux formats distincts, une **copie** pouvant cependant être adressée **uniquement pour information**, aux services techniques prescripteurs de la commande, en précisant le mode de transmission officiel utilisé.

**>2<sup>ème</sup> critère : les informations obligatoirement présentes** à minima sur toute créance. Pour permettre le rapprochement d'une créance, de manière certaine et indiscutable, à la commande publique l'ayant généré, il est impératif que les mentions suivantes figurent clairement sur le document de facturation (\* mentions obligatoires) :

- Code service exécutant (SE) : **D041170986** (code unique) ;
- N° d'engagement juridique (EJ) : code à 10 chiffres ;
- Référence de marché ou MAPA : type « **M(APA).AA.L4.XXXXXXXX** » (AA = année : « 22 » pour 2022) ;
- Référence de commande le cas échéant : type XXX/AAAA (XXX = n° d'ordre sur l'année ; AAAA = année) ;
- Référence de fraction de marché le cas échéant : tranches (TF, TO1, ...) ou forfaits (OS1, OS2 ..... ) ;
- Signature du titulaire/mandataire/cotraitant ;

- \*Date de réception par le maître d'œuvre ;
- \*Montant global HT du projet de décompte, tous bénéficiaires confondus ;
- Le(s) taux de TGC applicable(s), avec base de calcul pour chaque taux ;
- Fiche de situation du détail des prestations, datée et signée ;
- Découpage éventuel du montant HT par sections techniques ;
- Part éventuelle du montant HT à régler globalement aux seuls sous-traitants admis au paiement direct ;
- Part éventuelle du montant HT à régler respectivement à chaque cotraitant ou sous-traitant à paiement direct.

Le titulaire adresse ses projets de décompte de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Pro à l'adresse suivante :



<https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des demandes de paiement. Ainsi, le titulaire économise les coûts d'édition et d'envoi postal des demandes de paiement et peut suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des demandes de paiement sont disponibles directement sur le site, soit en posant une question à l'assistant virtuel, soit en contactant l'assistance utilisateurs (via un formulaire en ligne).

**Nota** : Les projets de décomptes ne doivent **jamais mentionner les éventuelles récupérations d'avances et retenues de garantie** (calculs automatiques par l'Administration).

**Ces éléments sont identifiables dans les encadrés « Références à rappeler sur la facture » en première page des MAPA/marchés et bons de commandes, ou en page de garde des marchés.**

### 3.1.2 Etablissement des états acompte

Les projets de décompte sont présentés au maître d'œuvre en un (01) exemplaire conformément aux modèles qui seront remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier, par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG/TVX.

En application de l'article 12.1.1 du CCAG/Travaux, le titulaire remet, avant la fin de chaque mois, au maître d'œuvre un projet de décompte établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG/Travaux, la notification de l'état acompte mensuel par ordre de service par le maître d'œuvre au titulaire doit intervenir dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande de paiement. Par dérogation à l'article 12.2.1 du CCAG/Travaux, l'effet de l'actualisation ou de la révision de prix est traité dans un état d'acompte postérieur spécifique dès la connaissance des index de référence définitifs. Si cette notification n'intervient pas dans le délai précité, le titulaire en informe le maître d'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

Par dérogation à l'article 12.1.8 du CCAG/Travaux, la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes, si elle est postérieure à la date de réception du projet de décompte mensuel envoyé par le titulaire.

En cas de sous-traitance, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation et indique la somme à régler par le maître d'ouvrage chaque sous-traitant concerné.

Pour les sous-traitants d'un membre d'un groupement et par dérogation à l'article 12.5.1 du CCAG/Travaux, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation en double exemplaire joint au projet de décompte, signée par le membre du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné.

Si le membre du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimées hors TAXES. Le montant des acomptes est calculé en appliquant le taux de TAXE en vigueur au jour du fait générateur de la taxe en Nouvelle-Calédonie.

Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées dans les articles R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le délai global de paiement est de 30 jours. Il court à compter de la date de constatation de la conformité des travaux aux stipulations contractuelles et au projet de décompte (article R2192-17).

### 3.1.3 Demandes de paiement final

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG/Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'œuvre par tout moyen dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41.3 du CCAG/Travaux.

Le délai global de paiement du décompte final est de 30 jours à compter de la date de notification du projet de décompte final. S'il est constaté l'absence de pièces justificatives, le délai de paiement global sera interrompu jusqu'à réception complète de ces pièces.

En cas d'application de l'article 41.5 du CCAG/Travaux, le projet de décompte final est adressé au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours à compter de la notification du procès-verbal constatant la réalisation des prestations.

Par dérogation à l'article 55 du CCAG/Travaux, le désaccord sur les sommes à payer est réglé par les stipulations de l'article 55 dans un délai de 45 jours.

### 3.1.4 Décompte général – solde

La signature de projet de décompte général prévue à l'article 12.4.2 du CCAG est effectuée électroniquement.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG/Travaux, le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général dans un délai de 30 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la transmission du projet de décompte final.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 12.4.2 du CCAG/Travaux lorsque la valeur finale des index n'est pas connue à la date d'établissement du décompte général, la révision des prix afférente au solde est notifiée au titulaire dans un délai de 30 jours suivant la publication des index.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG/Travaux, le titulaire notifie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1 du CCAG/Travaux ;
- du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis est alors établi dans les conditions fixées à l'article 12.4.3 du CCAG/Travaux.

Par dérogation à l'alinéa 3 de l'article 12.4.4 du CCAG/Travaux, si, dans un délai de 10 jours, le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général, cela vaut rejet du décompte et autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent.

En application de l'article 12.4.4 du CCAG/Travaux, si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire en réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires en reprenant, sous peine de forclusion, les réclamations déjà formulées antérieurement et qui n'ont fait l'objet d'un règlement définitif ; ce mémoire doit être remis au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours. Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées à l'article 55 du CCAG/Travaux.

### 3.1.5 En cas de résiliation du marché

En cas de résiliation du marché, le décompte de liquidation, établi en application de l'article 51.2 du CCAG Travaux est signé électroniquement.

## **3.2 Modalités de paiement direct par virement**

### **3.2.1 Paiement des cotraitants**

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant du groupement conjoint, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement déterminée à partir du projet de décompte afférent au corps d'état assigné à ce cotraitant.

### **3.2.2 Paiement direct des sous-traitants**

Conformément à l'article R2193-10 du code de la commande publique, le seuil prévu à partir duquel un sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur est fixé à 10% du montant du marché.

Ce seuil s'applique en effet aux marchés de services, de travaux ou de fourniture nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de services, passés par les services des Armées (Défense), notamment des marchés de réalisation de prototypes, de fabrication, d'assemblage, d'essais, de réparations ou de maintien en condition et de prestations intellectuelles.

Pour les sous-traitants d'un membre du groupement, ce dernier joint en double exemplaire au projet de décompte une copie de la demande de paiement du sous-traitant, acceptée ou rectifiée, ainsi qu'une attestation de paiement, signée du titulaire, indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et exclu la TGC.

## **3.3 Approvisionnement**

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG/travaux, il n'est pas prévu le versement d'acompte sur approvisionnements.

## **3.4 Type de prix**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par l'application d'une formule mixte de prix forfaitaires et unitaires dont le libellé est donné dans la Décomposition des Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et le Bordereau de Prix Unitaires (BPU).

En application de l'article 9.2 du CCAG/travaux, les quantités des prestations indiquées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE), soumises à la rémunération au prix unitaire, sont données à titre indicatif et évaluatif.

## **3.5 Variations de prix**

### **3.5.1 Type de variation des prix**

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées aux articles ci-dessous.

### **3.5.2 Mois d'établissement des prix**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG TVX, indiquée sur la page de garde du règlement de consultation. Ce mois est appelé « mois zéro ».

### **3.5.3 Choix des index de référence**

Les index de référence (I), choisis en raison de leur structure pour l'actualisation ou la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché, sont :

Sections techniques	Objet de la section techniques	Index	Intitulé index
DG	Dispositions générales	BT 21	Tous travaux confondus
ST 01	Création d'un parking huit (8) places	BT 02	Voirie et réseaux divers
ST 02	Création du cheminement piéton	BT 02	Voirie et réseaux divers
ST 03	Réfection partielle des voiries existantes	BT 02	Voirie et réseaux divers

Les index (BT, TP) sont ceux publiés par l'institut de la statistique et des études économiques (ISEE) en Nouvelle-Calédonie.

### 3.5.4 Modalités de variation des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul des acomptes et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + [ 0,85 \times I_n / I_0 ]$$

- Dans laquelle  $I_0$  et  $I_n$  sont les valeurs prises par l'index de référence  $I$  de la section technique concernée respectivement au mois zéro et au mois  $n$  d'exécution.
- Le mois  $n$  étant :
  - Pour le paiement des acomptes mensuels, le mois d'exécution des travaux
  - Pour le paiement du solde, le mois contractuel de fin d'exécution des travaux ou de la tranche concernée.

## 4. AVANCE

Une avance est versée au titulaire, sauf indication contraire, dans l'acte d'engagement lorsque les conditions cumulatives stipulées à l'article R 2191-3 du code de la commande publique sont remplies.

L'avance est égale au produit inscrit dans l'acte d'engagement par 12/N, N étant exprimé en mois, si le délai N dépasse 12 mois.

Le paiement de l'avance intervient dans un **délai de 30 jours à compter de la date de l'ordre de service** prescrivant de commencer **l'exécution des travaux période de préparation incluse.**

Ce montant n'est ni révisé, ni actualisé.

Si le marché est passé avec un groupement d'opérateurs économiques, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le mandataire et les cotraitants lorsque le montant des travaux du corps d'état dépasse le seuil fixé par le code de marchés publics pour le versement de l'avance ; les modalités de détermination du montant des avances s'appliquent alors au montant en prix de base des travaux de chaque section technique.

Conformément aux articles R 2191-11 et R 2191-12, le remboursement, effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire **atteint 65%** du montant initial TTC du marché et doit être terminé lorsque ce pourcentage **atteint 80%**.

## 5. RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

## 6. PERTES ET AVARIES

**Il n'est alloué au titulaire aucune indemnité au titre des pertes, avaries ou dommages causés par sa négligence, son imprévoyance, son défaut de moyens ou ses fausses manœuvres.**

Le titulaire doit prendre à ses frais, risques et périls, les dispositions nécessaires pour que les approvisionnements et les matériels et installations de chantier ainsi que les ouvrages en construction ne puissent être enlevés ou endommagés par les tempêtes, les crues, la houle et tous autres phénomènes naturels qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux.

En cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible, ou en cas de force majeure, le titulaire est indemnisé pour le préjudice subi, sous réserve :

- qu'il ait pris, en cas de phénomène naturel, toutes les dispositions découlant de l'alinéa précédent ;
- qu'il ait signalé immédiatement les faits par écrit.

Aucune indemnité ne peut néanmoins être accordée au titulaire pour perte totale ou partielle de son matériel, les frais d'assurance de ce matériel étant réputés compris dans les prix du marché.

## 7. DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

### 7.1 Délai (s) d'exécution des travaux

Le délai d'exécution du marché est de huit (8) mois, dont une période de préparation de deux (2) mois incluse.

Le calendrier détaillé de l'ensemble des travaux d'exécution est établi pendant la période de préparation du chantier et deviendra contractuel. Il est élaboré par le Maître d'œuvre sur la base des calendriers fournis par le titulaire.

Ce calendrier devra s'inscrire dans les limites du calendrier prévisionnel joint en annexe du CCTP.

A défaut d'accord sur le calendrier détaillé, le calendrier prévisionnel restera contractuel.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le calendrier détaillé peut être modifié, le cas échéant par le maître d'œuvre, dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG/travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service à l'ensemble des titulaires.

### 7.2 Prolongation de(s) délai(s) d'exécution

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG/travaux, en dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG/travaux, la prolongation du délai d'exécution pourra également résulter d'une décision du maître d'ouvrage.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG/travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 10 jours.

Si une mauvaise organisation de la part du titulaire conduit, sous l'effet des intempéries, à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre signifie à l'entreprise la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Au-delà du nombre de jours fixé ci-dessus, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, sur appréciation du maître d'œuvre, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Vent	Pointe 90km/h	1 pointe
Pluie	20 mm/jour	5 jours consécutifs
Température		

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :

Centre Météo Nouvelle-Calédonie : NOUMEA

Afin de pouvoir bénéficier d'une prolongation, le titulaire devra remettre au maître d'œuvre le relevé météo de la station météo précitée sous 1 mois sous peine de forclusion.

## 7.3 Pénalités – Prime d'avance

### 7.3.1 Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 CCAG travaux, les pénalités sont dues dès le 1<sup>er</sup> franc.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG/TVX, toutes les **pénalités de retard** d'exécution sont constatées, notifiées et retenues provisoirement. Leur application est réalisée lors du décompte final et est plafonnée à 10% du montant hors taxe total du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG/TVX, toutes les pénalités sont applicables, sur constat du maître d'œuvre.

#### 7.3.1.1 Retard dans la période de préparation

En cas de retard dans la période de préparation, le titulaire s'expose à une pénalité journalière de **10 000 XPF**.

#### 7.3.1.2 Retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard dans l'exécution des travaux, une pénalité journalière du 1/3000<sup>ème</sup> du montant du marché est opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.2 du CCAG/ TVX sur les sommes dues au titulaire.

#### 7.3.1.3 Pénalités relatives à l'exécution de la clause sociale d'insertion

Sans objet.

#### 7.3.1.4 Pénalités relatives à l'exécution de la clause environnementales

Sans objet

#### 7.3.1.5 Retard dans la remise des projets de décompte

Sans objet.

#### 7.3.1.6 Retard dans la remise des documents à fournir avant, au cours et après exécution

##### 7.3.1.6.1 Avant exécution des travaux

En cas de retard dans la remise des documents d'exécution nécessaires durant la période de préparation, une pénalité journalière sera opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à **10 000 XPF** par document et par jour calendaire de retard. Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre à l'expiration du délai prévu pour la période de préparation.

##### 7.3.1.6.1 Pendant l'exécution des travaux

En cas de retard dans la remise des documents attendus en cours de travaux sur demande du maître d'œuvre, une pénalité journalière sera opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à **10 000 XPF** par document et par jour calendaire de retard. Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre à l'expiration du délai prévu par ordre de service.



### 7.3.1.6.2 Après l'exécution des travaux

Par dérogation de l'article 40 du CCAG/TVX, les documents à fournir après exécution sont remis au maître d'œuvre au plus tard 30 jours après la réception des travaux.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents conformes à l'exécution du dossier des ouvrages exécutés (DOE) à la réception après la notification de la décision des OPR, le titulaire encourt une pénalité hors taxes de **10 000 XPF** par jour de retard.

En cas de non remise des documents, une retenue provisoire de **600 000 XPF** est opérée. Cette retenue fait l'objet d'une réserve particulière inscrite au procès-verbal des opérations préalables à la réception et sur la décision de réception.

Si les documents ne sont pas remis dans le délai indiqué dans la décision de réception signée du maître d'ouvrage, la retenue devient définitive.

### 7.3.1.1 Réunions de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise pour la prochaine réunion. Les réunions de chantier sont fixées par le maître d'œuvre.

En cas de retard à la réunion de chantier (15 minutes), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **10 000 XPF**.

En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **30 000 XPF**.

### 7.3.1.2 Non repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

A l'expiration du délai de 30 jours après mise en demeure, les dispositions prévues par l'article 37.2 du CCAG/TVX seront mises en œuvre aux frais du titulaire, sans préjudice d'une pénalité journalière de **20 000 XPF** par jour calendaire de retard.

### 7.3.1.3 Défaut de balisage ou non-respect de la sécurité des lieux

Une pénalité de **20 000 XPF** par jour sera appliquée, sur simple constat par le maître d'œuvre, d'absence de balisage ou de non-respect de la sécurité.

Le cas échéant, en cas de non-respect d'une consigne du chargé de prévention du site, les pénalités sont appliquées comme suit :

- **50 000 XPF** au 1<sup>er</sup> avertissement du chargé de prévention ;
- **100 000 XPF** à partir du 2<sup>ème</sup> avertissement et suivant.

### 7.3.1.4 Non-respect de la propreté du chantier

Une pénalité de **20 000 XPF** par jour de retard sera appliquée en cas de non-respect de la propreté du chantier.

### 7.3.1.5 Pénalité sur le non-respect de la propreté de la voie publique

Une pénalité de **20 000 XPF** par jour de retard sera appliquée en cas de non-respect de la propreté de la voirie publique.

### 7.3.1.6 Pénalité pour sous-traitance non déclarée

Le titulaire encourt une pénalité de **60 000 XPF** pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du maître d'ouvrage et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du maître d'ouvrage notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable.

### 7.3.1.7 Levée des réserves

Une pénalité de **20 000 XPF par jour** de retard sera appliquée en cas de non-respect de l'échéance de levée des réserves définie lors des OPR.

## 7.3.2 Prime d'avance

Sans objet.

## **7.4 Ajournement de travaux – Interruption de travaux**

Sans objet.

## **7.5 Résiliation du marché**

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 50 du CCAG/TVX, le marché peut être résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre au paiement d'une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a été contrevenu aux interdictions et obligations résultant des articles Lp 451-1 à Lp 451-3 et Lp 461-1 à Lp 461-7 du Code du travail de Nouvelle-Calédonie.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 50.4 1<sup>er</sup> alinéa du CCAG/TVX, lorsque le maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire ne peut prétendre à une indemnité de résiliation.

En revanche, le titulaire a droit à être indemnisé des frais et investissements engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, sous réserve qu'il apporte toutes les justifications.

## **8. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ**

### **8.1 Implantation des ouvrages**

#### **8.1.1 Piquetage général**

L'opération ne comprend pas de piquetage.

#### **8.1.2 Piquetage spéciale des ouvrages souterrains ou enterrés**

Sans objet.

#### **8.1.3 Ouvrage non repérés**

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux.

### **8.2 Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits**

#### **8.2.1 Provenance des matériaux et produits**

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

En outre, en application du décret n° 2007-767/GNC du 22 février 2007, relatif à l'importation, l'utilisation et la vente d'amiante sous toutes ses formes. Il est fait interdiction au titulaire, à ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiantes quelle qu'en soit la variété.

Les cas d'exception temporaires prévus par ledit décret ne pourront être acceptés qu'après production d'une « déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et ce en conformité avec les arrêtés du 24 décembre 1996 relatifs pour le premier « au formulaire de déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et pour le second « aux exceptions à l'interdiction de l'amiante ».

## **8.2.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

## **8.2.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

### **8.2.3.1 Caractéristiques et qualités**

Le CCTP définit les compléments et dérogations éventuelles à apporter aux dispositions du CCAG/travaux et, le cas échéant, au CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par un organisme agréé à la charge du titulaire.

### **8.2.3.2 Vérifications**

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins, et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

### **8.2.3.3 Essais et Epreuves**

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix nouveau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

## **9. PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### **9.1 Période de préparation**

Il est fixé une période de préparation d'une durée de 2 mois comprise dans le délai d'exécution du marché.

La date contractuelle de commencement des travaux débute le lendemain de la date d'expiration de la période de préparation.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/TVX, la durée de la période de préparation ne peut être prolongée que par décision du maître d'ouvrage. La décision du maître d'ouvrage prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations décrites ci-dessous.

#### **9.1.1 Par les soins du maître d'œuvre**

- Délivrance des autorisations d'accès au site
- Désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux
- Moyens et installations mis à disposition
- Approbation du calendrier détaillé d'exécution

## 9.1.2 Par les soins du titulaire /des titulaires

### 9.1.2.1 Documents soumis au visa du maître d'œuvre

- établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels, comme défini à l'article 1.4.3 présent CCAP ;
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du calendrier d'exécution des travaux, conformément à l'article 28.2 du CCAG/travaux ;

Il sera accompagné du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages ;

- établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG Travaux et énumérés dans le CCTP. Les autres documents prévus dans le CCTP seront fournis, mais à des dates qui seront précisées, en cours d'exécution, par ordre de service.

Par dérogation à l'article 28.2.2 2<sup>ème</sup> alinéa du CCAG/travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.

### 9.1.2.2 Documents non soumis au visa du maître d'œuvre

- Fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées (si non transmis lors du dépôt de l'offre),
- Remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine adressée à l'inspection du travail dans les armées :

Ministère des Armées  
Contrôle général des armées  
Inspection générale du travail dans les armées  
60, boulevard du général Martial VALIN  
75015 PARIS - cedex

(Cette obligation est applicable au titulaire, cotraitant, sous-traitant et travailleur indépendant).

### 9.1.2.3 Documents relatifs à l'hygiène et la sécurité

- Etablissement d'un plan de prévention prévu par le code du travail, articles R4512-6 à R4512-12, après l'inspection commune préalable organisée par le chargé de prévention et des risques professionnels de l'emprise cité au 1.9 du présent CCAP, tel que défini aux articles R4512-2 à R4512-5 du code du travail. Cette obligation est applicable au titulaire (cotraitant et sous-traitant).  
L'absence de plan de prévention établi par écrit et arrêté avant le commencement des travaux fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.
- Mise au point définitive par le titulaire des installations communes d'hygiène nécessaires à l'ensemble des entreprises en fonction de leurs effectifs et de la simultanéité de leur présence sur le chantier.

## 9.2 Installation, organisation, hygiène et sécurité du chantier

### 9.2.1 L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître d'ouvrage :

Des emplacements sont mis gratuitement à la disposition du titulaire, dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux. Ces emplacements sont déterminés par le maître d'œuvre.

L'entrepreneur maintient sur le chantier et à ses frais les fluides (eau pour les travaux et eau potable pour les ouvriers) et l'énergie électrique nécessaires à l'exécution des travaux, aux conditions suivantes :

- La fourniture, la pose des compteurs et les consommations sont à sa charge.
- Il prend à sa charge toute demande d'autorisation auprès des services compétents.
- La pose des compteurs, les frais qui en résultent et les consommations sont à sa charge.
- Les travaux de branchement provisoire pour l'eau et l'électricité peuvent être l'amorce des branchements définitifs.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entrepreneur

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux et avant l'expiration du délai d'exécution.

Outre les facilités dont bénéficiera l'entreprise pour l'installation de ses chantiers et l'exécution des travaux, le maître d'ouvrage ne fournira aucune autre prestation.

### **9.2.2 Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire**

Conformément à l'article DG 14 des dispositions générales du CCTP.

## **9.3 Mesures de sécurité contre l'incendie**

### **9.3.1 Travaux par points chauds – permis de feu**

En ce qui concerne les travaux par points chauds (opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de meulage, de découpage, de dégivrage, de collage, etc.), le titulaire devra obtenir au préalable l'autorisation du maître d'œuvre qui lui délivrera un permis de feu (demande à effectuer au minimum 48h avant intervention de l'entreprise). Ce dernier sera inséré dans le registre de prévention du chantier.

### **9.3.2 Protection contre l'incendie**

Le titulaire devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- La présence obligatoire, sur le chantier et dans les véhicules, d'extincteurs en état de fonctionnement ;
- L'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant à tous les arrêts de travail, le contrôle des mesures de sécurité.

## **9.4 Mesures à prendre pour les travaux d'électricité**

Les personnels ayant en charge des travaux d'électricité devront :

- Détenir le recueil UTE C 18-510 lorsqu'ils exercent les fonctions de responsable de consignation de travaux ou d'intervention ;
- Etre en possession des habilitations requises délivrées en fonction de leur qualification.

## **9.5 Mise en sécurité du chantier en cas de cyclone**

Dès la phase de préalerte, le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires afin de pouvoir procéder à la mise en sécurité du chantier dès le déclenchement de la phase d'alerte. Cette mise en sécurité concernera l'ensemble du chantier :

- L'arrimage des installations de chantier ;
- La sécurisation des zones de stockage des matériels et matériaux ;
- La sécurisation des dépôts provisoires de matériaux et matériels en attente d'évacuation ;
- La sécurisation des zones de chantier.

## **9.6 Travaux non prévus**

Par dérogation aux articles 14.4.1, 14.4.2, 14.4.3 et 14.4.4 du CCAG/TVX en l'absence d'avenant ou de décision de poursuivre prise par le maître d'ouvrage et notifiée par ordre de service du maître d'œuvre, le titulaire doit arrêter les travaux lorsque ces derniers atteignent le montant contractuel.

Lorsque la masse des travaux exécutés atteint le montant contractuel, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le maître d'ouvrage. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement du montant contractuel.

Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre, un mois au moins à l'avance de la date à laquelle le montant contractuel des travaux sera atteint. L'ordre de poursuivre les travaux au-delà du montant contractuel, s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant la date probable à laquelle les travaux atteindront le montant contractuel.

A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si le titulaire n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

A défaut d'ordre de poursuivre, les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître d'ouvrage sauf si le titulaire n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

## **9.7 Modifications contractuelles – Prestations similaires**

Le présent marché prévoit le recours possible à des modifications du contrat dans les conditions fixées à l'article R.2194-1 à 10 du code de la commande publique modifié.

## **9.8 Documents fournis après exécution des travaux.**

Les documents à fournir au maître d'œuvre par le titulaire sont stipulés à l'article DG 18 du CCTP.

# **10. CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX**

## **10.1 Essais pour la vérification des résultats**

Conforme aux prescriptions du cahier des charges.

## **10.2 Réception partielle**

Sans objet

## **10.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

En application de l'article 43 du CCAG/travaux, toute mise à disposition d'un ouvrage ou partie d'ouvrage fait l'objet d'un ordre de service au plus tard 15 jours avant la date de mise à disposition et fixant les conditions détaillées des modalités à mettre en œuvre. Un état des lieux est dressé contradictoirement entre le maître d'œuvre et le titulaire.

## **10.4 Garanties particulières**

Sans objet

## 10.5 Garanties générales

### 10.5.1 Garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 44 du CCAG Travaux, sont couverts par la garantie, les désordres apparents lors de la réception pour lesquels des réserves ont été émises, ainsi que les désordres qui apparaissent lors du délai de garantie. Le délai est d'un (1) an à compter de la réception de l'ouvrage.

### 10.5.2 Garantie décennale

Le présent marché fait l'objet d'une garantie décennale.

## 11. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE MARCHE (CBEM)

Le ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat, ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire.

La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : la quantité ou la qualité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles, si la relation commerciale s'est révélée difficile, si le contrat est résilié aux torts du titulaire.

La demande d'attribution du CBEM est à adresser par le fournisseur au service achat qui lui a notifié le marché.

## 12. RÈGLEMENT DES LITIGES

### 12.1.1 Traitement des litiges

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre peut être soumis par l'opérateur économique titulaire au service acheteur. La réglementation de l'Achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise recours à la médiation.

Une réclamation doit être envoyée par l'opérateur économique titulaire au service acheteur dans les meilleurs délais, ceci sous pli recommandé ou via courriel avec accusé de réception ; elle expose les motifs du désaccord et indique, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Suite à cette demande, conformément à l'engagement de service pris par le ministère des armées, le service acheteur est tenu d'y répondre dans les 15 jours sauf si l'affaire nécessite une investigation approfondie. Dans ce cas, le service acheteur est tenu d'émettre une réponse d'attente à l'opérateur économique mentionnant le délai de réponse prévisible. Sauf stipulation contractuelle contraire, l'acheteur dispose d'un délai de deux (02) mois à compter de la date de réception du mémoire en réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet de la réclamation.

### 12.1.2 Mission ministérielle PME/PMI

Un correspondant dit interlocuteur « entreprises » interne au service acheteur a été désignée pour traiter ce type de demande – Point de contact : [did-noumea-sai.cds.fct@intradef.gouv.fr](mailto:did-noumea-sai.cds.fct@intradef.gouv.fr). A défaut de résolution du litige ou différend au niveau de cet interlocuteur, l'entreprise peut saisir la mission ministérielle PME – Point de contact : [missionministérielle.pme@defense.gouv.fr](mailto:missionministérielle.pme@defense.gouv.fr).

### 12.1.3 Médiateur des entreprises - Comités consultatifs de règlement amiable des différends

Hors cette médiation interne au ministère des armées, l'opérateur économique ou la personne publique peut demander que les litiges et les différends éventuels nés à l'occasion de l'exécution d'un marché ou accord-cadre soient conformément à la réglementation soumis à la Médiation des entreprises ou comité consultatif de règlement amiable (CCRA) compétent. Le médiateur interne du ministère des armées et le médiateur des

entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur litige ou leur différend. Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Si le litige ou le différend persiste, une procédure en contentieux peut être engagée.

#### **12.1.4 Contentieux – Droit applicable**

Le présent accord-cadre est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative à l'accord-cadre la contestation sera portée devant le Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie – Résidence CARCOPINO 3000- 85 rue de Charles de Gaulle – BP Q3 – 98 851 NOUMEA Cedex – Tél : 25.06.30 – Fax : 25.06.31 – Courriel : [greffe.ta-noumea@juradm.fr](mailto:greffe.ta-noumea@juradm.fr)

### **13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- L'article 1.3.1.1 du présent CCAP déroge aux articles 3.4 et 3.4.1 du CCAG/Travaux
- L'article 1.3.1. du présent CCAP déroge à l'article 2 du CCAG/Travaux
- L'article 1.4 du présent CCAP déroge à l'article 3.6 du CCAG/Travaux
- L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/Travaux
- L'article 2.3 du présent CCAP déroge aux articles 4.2 du CCAG/Travaux
- L'article 3.1.2 du présent CCAP déroge aux articles 12.1.1 ; 12.2.2 ; 12.2.1 ; 12.1.8 ; 12.5.1 du CCAG/Travaux
- L'article 3.1.3 du présent CCAP déroge aux articles 12.3.2 et 55 du CCAG/Travaux
- L'article 3.1.4 du présent CCAP déroge aux articles 12.4.2 et 12.4.4 du CCAG/Travaux
- L'article 3.3 du présent CCAP déroge à l'article 10.4 du CCAG/Travaux
- L'article 3.5.2 du présent CCAP déroge à l'article 9.4.4 du CCAG/TVX
- L'article 7.2. du présent CCAP déroge à l'article 18.2.1 du CCAG/Travaux
- L'article 7.3.1 du présent CCAP déroge à l'article 19.2.1 ; 19.2.2 et 19.2.4 du CCAG/Travaux
- L'article 7.3.1.6.2 du présent CCAP déroge à l'article 40 du CCAG/Travaux
- L'article 7.5. du présent CCAP déroge à l'article 50.4 1<sup>er</sup> alinéa du CCAG/Travaux
- L'article 9.1 du présent CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG/Travaux
- L'article 9.1.2.1 du présent CCAP déroge à l'article 28.2.2 2<sup>ème</sup> alinéa du CCAG/Travaux
- L'article 9.6 du présent CCAP déroge à l'article 14.4.1, 14.4.2, 14.4.3 et 14.4.4 du CCAG/Travaux